

Conférence UPPA- 21 février 2022

## **Racisme et discriminations ethno-raciales dans la Société française**

**Paul Bouffartigue**

\*\*\*

Introduction : rappel conceptuel

1-Intolérance et racisme dans la population

2-Les discriminations raciales : objectives ; et perçues.

3-Comment interpréter la reproduction et les transformations du racisme et des discriminations

Conclusion : résistances et luttes antiracistes

\*\*\*

### **Introduction**

Cf. Trois premières conférences : les racines historiques de longue durée des préjugés, intolérances et des racismes, avec deux exemples centraux, le racisme antisémite et le racisme anti-noirs. Quatrième séance, on s'est beaucoup rapproché d'aujourd'hui, avec une forme paroxystique de la violence raciste, exercée dans la France des années 70/90 à l'encontre d'immigrés maghrébins, avec les crimes racistes et leur double violence, celle intrinsèque aux actes et celle de leur déni en tant que crimes racistes. Dans cette cinquième séance : si les racismes ont des racines historiques, comment se manifestent-ils aujourd'hui ? Pour quelles raisons ? Et comment les faire reculer ?

Dans cette introduction : rappel des définitions : « racisme » « race » « racisation », « racialisation »

« La race n'existe pas mais elle tue » (Colette Guillaumin) : n'existe pas au sens de l'idéologie raciste qui fonde en nature, en biologie, notamment sur la base de différence phénotypiques, une hiérarchie entre groupes humains. Mais comme rapport de pouvoir socialement construit, le racisme a des effets sociaux qu'il faut étudier et combattre. Il y a des processus historiques et sociaux de racisation. Il faut les étudier et les combattre. C'est pourquoi les chercheurs en sciences sociales utilisent la notion de « race », au singulier, qui, comme celle de genre, au singulier, définit un rapport social. Cette notion n'a rien à voir avec son usage raciste, au contraire, puisqu'elle permet l'analyse critique et vise un idéal d'élimination du racisme par celle des phénomènes sociaux qui le produisent

Le qualificatif de « raciste » reste infâmant, mais on verra qu'une petite minorité de la population n'hésite pas à se qualifier comme telle dans les enquêtes d'opinion (cf. plus loin)

*Racisation* : essentialisation d'un groupe humain par un groupe dominant, généralement majoritaire (mais pas toujours), associée à son infériorisation/discrimination.

Essentialisation : ses caractéristiques se transmettraient de génération en génération.

Racialisation : plus large, inclut toutes les logiques de hiérarchisation sociale associées à la racisation, notamment les privilèges – relatifs – qu'en disent les bénéficiaires, les dominants non racisés. Notion – discutée, et sans doute maladroite si elle est peu précisée – de « privilège blanc », qui est un privilège, toujours relatif et parfois un bien pauvre privilège, d'appartenir à une catégorie qui n'est pas racisée dans un contexte où d'autres le sont.

Mais pourquoi et comment ces phénomènes se reproduisent et se renouvellent-ils ? Peut-on envisager l'horizon de sociétés qui en seraient débarrassées ? Ce seraient sans doute des sociétés qui rompraient avec toutes les formes de hiérarchisation/domination sociales. Et c'est à penser au niveau mondial : tant que subsisteront d'immenses inégalités mondiales largement issues des séquelles néocoloniales du colonialisme, et des rivalités voire des guerres fondées sur les nationalismes, difficile d'imaginer la fin du racisme.

Idée de vie qui ne comptent pas ou qui comptent moins (Ajari). Cf ce qui se passe avec les réfugiés. Et dans l'expérience de l'esclavage, la confrontation à la mort est centrale. Cf « Black lives matter ».

Réfléchir aux contextes historiques de recul ou de montée des racismes : c'est quand il y a crise – et d'abord crise économique [l'aiguïsement de la concurrence pour l'accès à des ressources plus rares favorise toutes les divisions, mais peut aussi stimuler des solidarités et des luttes] - , voire déstabilisation existentielle, interrogation sur ce qui fonde la commune appartenance - que le racisme s'exacerbe. Exemples : guerres coloniales ; crise des années 70 ; aujourd'hui, avec la thèse du « grand remplacement », figure du racisme conspiratoire...

Aujourd'hui les principaux groupes racisés dans la SF : les arabo-musulmans, les noirs, les juifs, les Roms, les asiatiques - plus que ce qu'on pouvait penser –et activé par la crise sanitaire (on verra les chiffres)

Quelques éléments sur le premier. Histoire croisée de l'antisémitisme et de l'islamophobie.

Nécessite de creuser ce qui s'est passé pendant la colonisation, après l'esclavage pour l'essentiel de l'histoire coloniale française, qui n'est pas terminée (cf. les Dom-Tom, la francafrique...). Il y a bien un inconscient raciste dans la société française et aucun courant politique n'y échappe totalement (cf. Césaire, lettre de démission du PCF)

## 1-Intolérance et racisme dans la population

(Enquête d'opinion annuelle depuis 1990 pour le compte de la CNCDH : Commission Nationale Consultative pour les Droits de l'Homme : échantillon représentatif de la population âgée vivant en France d'au moins 18 ans )

La légère dégradation de la plupart des indicateurs mesurée en 2019 – contexte pandémique - après plusieurs années d'amélioration, est effacée en 2021.

23 % se disent soit « un peu » (17 %), soit « plutôt » (6 %) racistes.

Ce premier chiffre fait réfléchir, quand on sait combien le mot « raciste » était devenu infamant dans l'après-seconde guerre.

[Ce racisme affiché est un plus présent chez les ouvriers (28 %), moins chez les cadres, mais surtout chez les sympathisants LR (36 %) et RN (62 %) et chez les personnes se situant « très à droite » sur l'axe gauche-droite (56 %).

À l'inverse, 45 % se disent « pas racistes du tout »

[Attitude est plus répandue parmi les 18-34 ans (50 %), les cadres (50 %), les détenteurs d'un diplôme de niveau bac + 3 et plus (57 %) et les sympathisants de partis de gauche (58 %). À noter aussi que les individus résidant dans des communes comptant un pourcentage d'habitants étrangers supérieur à 10 % ou d'habitants immigrés supérieur à 13 % sont davantage enclins à se dire « pas racistes du tout ]

La conception biologique du racisme reste hyper minoritaire : en 2020 seuls 8 % des Français estiment ainsi qu'« il y a des races supérieures à d'autres » [Ce chiffre monte à 12% pour les personnes habitant dans les zones rurales (12 %), mais surtout celles se disant « très à droite » (19 %), les sympathisants RN (22 %) ainsi que – sans surprise – les répondants qui se disent « plutôt racistes » (38 %)] Il y a 20 ans cette proportion était de l'ordre de 15%, et encore de 26% chez les personnes alors âgées de plus de 60 ans.

Un tiers estiment ainsi que « les races humaines n'existent pas ». [proche des 50 % chez les cadres, les 18-34 ans, les personnes détentrices d'un diplôme de niveau bac + 3 ou plus et les sympathisants EELV.] Cette proportion a doublé en 20 ans.

La majorité (59 %) continue à estimer que « toutes les races humaines se valent ».

Les discriminations dont peuvent être victimes certains groupes minoritaires sont largement condamnées : « refuser l'embauche d'une personne d'origine asiatique qualifiée pour le poste » est jugé « grave » par une grande majorité, même si cette majorité décline en passant de 92% pour une personne asiatique, « noire » (90 %), « d'origine maghrébine » (86 %) ou « d'origine rom » (78 %). Une majorité un peu plus étroite estime qu'il est « grave » (80 %) d'être « contre le mariage d'un de ses enfants avec une personne d'origine asiatique », et respectivement 75, 72 et 61 % sont de cette opinion dans le cas d'un mariage avec une personne « noire », « d'origine maghrébine » ou « d'origine rom ».

De même, la quasi-totalité jugent que différentes injures racistes testées dans l'enquête sont « graves »: entre 94 % et 98 % selon le groupe visé.

Conséquence de cette évolution, pour 77 % des sondés, « *une lutte vigoureuse contre le racisme est nécessaire en France* ». [Même les publics les moins sensibles à cet enjeu approuvent pourtant cet objectif : ainsi, 60 % des personnes interrogées qui se disent « *plutôt racistes* » ou « *un peu racistes* » estiment que cette « *lutte vigoureuse* » est nécessaire, de même que 59 % des sympathisants RN ou que 56 % des Français se positionnant « *très à droite* » sur un axe gauche-droite.]

## **Mais**

Une nette majorité de Français estime encore que « *aujourd'hui en France, on ne se sent plus chez soi comme avant* » (62 %) [Ce sentiment, qui peut exprimer des crispations identitaires mais aussi plus largement le regret d'une France du passé mythifiée, est toutefois particulièrement élevé chez les personnes qui estiment qu'« *il y a des races supérieures à d'autres* » (81 %), chez les personnes se disant « *plutôt racistes* » (86 %) ou « *un peu racistes* » (89 %) ou encore chez les sympathisants RN (90 %) et LR (77 %). Le fait d'avoir l'impression de « *ne plus être comme chez soi en France* » semble donc bien être lié avant tout au rejet d'une France perçue comme étant de plus en plus multiculturelle.]

La part de ceux qui se disent favorables au droit de vote des étrangers non européens résidant en France pour les élections municipales reste minoritaire (44 %)

L'opinion selon laquelle « *il y a trop d'immigrés en France* » est très majoritaire (68 %)

Le rejet des groupes et religions minoritaires touche :

- d'abord Les Roms, (2/3 pensent qu'ils ne veulent pas s'intégrer) ;
- «ensuite les musulmans (½ ont une opinion négative, 20% positive. ; 59% pensent qu'ils représentent une menace pour l'identité de la France). Inversement 73% pensent qu'il faut permettre aux Musulmans d'exercer leur religion dans de bonnes conditions, et ils sont aussi nombreux à penser que « les Musulmans français sont des français comme les autres ». Et cette proportion tend à s'accroître depuis 20 ans.
- Enfin les juifs : les préjugés antisémites sont minoritaires : 22% pensent qu'ils ont trop de pouvoir, 48% qu'ils ont un rapport particulier à l'argent. Mais 90% : des français comme les autres (proportion stable sur 20 ans)
- 

Reste que sur plusieurs questions le niveau d'intolérance reste très élevé : l'hostilité est nettement majoritaire sur :

-le droit de vote aux élections locales (autour de 60% dans les deux dernières enquêtes 2019-2021) ;

-le sentiment qu'il y a trop d'immigrés (autour de 65-70%) ;

-que les enfants d'immigrés nés en France ne sont pas tout à fait français (72 à 78%)

- que l'immigration est la principale cause d'insécurité (85%).
- que la France accueille trop de réfugiés (68%)
- qu'en France on ne se sent plus chez soi comme avant (60%)

Autres signes du poids de l'idéologie sécuritaire :

- Il faudrait rétablir la peine de mort (autour de 50%)
- Les tribunaux ne sont pas assez sévères (85%) ;

## 2- Les discriminations

Racisme et discrimination forment un continuum inextricable. La discrimination est du « racisme en acte »

### 1-Discriminations objectivées : testings, observations ethnographiques

-Logement : essentiel car conditionne accès au travail, à la vie familiale, à l'instruction .

Surexposition au mal logement : 17% des personnes d'ascendance africaine vivent dans un logement insalubre (3% pour la population générale). Cette précarité peut tuer. Marchands de sommeil en profitent. Accès au logement privé : les testings montrent une probabilité plus faible de l'ordre de 30% d'avoir un premier RV avec propriétaires particuliers ou agence si vous avez un nom à consonance maghrébine ou africaine. Pour le logement social, elles sont orientées de fait vers le secteur le plus dégradé.

-Travail : Focus sur les discriminations au travail. « Le travail fait « naître l'immigré, mais rend sa présence illégitime quand l'emploi vient à manquer » (A. Sayad).

L'emploi – accès ou carrière - est le secteur où les discriminations sont les plus fortes, avec 60% des saisines du DD en 2019. Demandes de stages : 20% de chances en moins si nom à consonance maghrébine. 30% de chances en moins d'être contacté suite à une candidature en réponse à une offre d'emploi, un peu moins quand il s'agit d'emplois dits en tension, ou qualifiés, mais sans effet du sexe.(Dares, novembre 2021, n° 67)<sup>1]</sup>

Rappel : de vastes secteurs du marché du travail sont fermés de droit – titulaires de la fonction publique - ou de fait, via les exigences de langue et de qualification - aux étrangers.

Une fois dans l'emploi : par rapport aux hommes sans ascendance migratoire, moins 7% pour le salaire d'hommes d'ascendance maghrébine ou subsaharienne, 23% pour ceux nés dans les DOM, moins 49% pour les femmes d'ascendance maghrébine ou subsaharienne, moins 38% pour celles nées dans les DOM. Lié aux différences d'avancement et à l'enfermement dans des emplois précaires et dévalorisés, parfois racisés (sécurité privée, livreurs uberisés ).

En quoi les transformations du travail favorisent discriminations et ethnicisation du travail.

Logique de précarisation favorisant tous les processus de sélection discriminante. L'accès au CDI passe par un long cheminement de renouvellement de CDD et de missions en intérim qui

---

<sup>1</sup> Etude extensive, sur 2400 offres d'emploi testés, avec 9600 candidatures fictives.

sont un prolongement interminable des épreuves au cours desquelles peut s'exercer l'écroulement de la main-d'œuvre la plus conforme et la plus soumise.

Exemple du travail indépendant dégradé – Uber – largement ouvert aux jeunes racisés : il faut réfléchir aux discriminations à l'échelle macro car il peut sembler y avoir de la discrimination positive – par rapport aux chômeurs – dans des segments de l'emploi très dégradés. Livreurs, agents de sécurité, BTP pour les hommes. Femmes de ménage, agents de service, aides-soignantes pour les femmes.

### Dans les transports, aux guichets des services publics

#### Dans la rue

Cas le plus connu et un peu débattu : le harcèlement policier : les contrôles d'identité au faciès sont liés à la politique du chiffre du ministère de l'intérieur, visant à annoncer des chiffres toujours croissant de reconduite à la frontière d'étrangers en situation irrégulière. Les jeunes hommes perçus comme noirs ou arabes déclarent 5 fois plus de contrôles fréquents, sont plus souvent victimes du tutoiement (40% contre 16%), d'insultes (21% contre 7%) ou de brutalités (20% contre 8%). Idée de « racisme institutionnel », lié aux consignes de la hiérarchie et à la culture policière.

#### 2- Les discriminations vécues.

« L'étude du racisme occulte le plus souvent l'expérience de celles et ceux qui y sont confrontés ». Phénomène qui a un caractère routinier pour ceux qui y sont exposés.

Mais il y a depuis peu des enquêtes de victimisation, dont une grande enquête pionnière INED-INSEE « Trajectoires et origines » (2008-2009) auprès de 21 000 personnes.<sup>2</sup>

Enquête qui va s'intéresser en particulier à cette sous-population d'un quart des habitants, soit 13 millions sur 67, qui a un lien personnel direct et proche avec la question de l'immigration : les 7 millions de Français ayant au moins un parent étranger, et les 6 millions de personnes nées à l'étranger et qui sont – encore - de nationalité étrangère. Parce que ce qu'on appelle « le racisme anti-immigré » confond largement les immigrés proprement dits et leurs enfants. Intègre aussi le racisme subi par les personnes originaires d'un DOM, dont on verra qu'il est aussi très fort.

---

<sup>2</sup> Du premier pied posé en France par un immigré à l'installation dans la vie adulte de ses enfants s'écrit une histoire d'intégration. Pour comprendre ce processus, qui transforme en Français un nouveau venu et sa descendance, mais aussi pour en repérer les blocages, une équipe de 22 chercheurs de l'Institut national d'études démographiques (INED) et de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) ont scruté les vies de 8 300 immigrés issus de sept vagues d'entrées successives. Ils les ont comparées à celles de 8 200 de leurs descendants et à des Français sans ascendance étrangère.

Quelques exemples de manifestations insidieuses, apparemment sans conséquence, c'est le degré le plus faible de l'humiliation et du mépris, celle d'un racisme inconscient (les personnes en cause ne se déclareraient sûrement pas racistes, ni « un peu », ni « plutôt »)

Puisés dans le chapitre « race » de Sarah Mazouz de *La société qui vient*. Page 795 :

Des femmes noires qui sont médecin hospitalières sont prises pour des aides-soignantes, ou quand elles accompagnent leur mari « blanc » dans des hôtels de luxe sont prises pour des prostituées. Dans le documentaire « être noir en France », c'est une énarque à la peau noire et magistrate pour la Cours des Comptes qui témoigne être prise pour une secrétaire.

Et dans le livre de Lilian Thuram : il raconte combien ses amis joueurs de foot ne comprennent pas qu'il soit ben couple avec une femme noire, pour eux la réussite sociale d'un noir passe entre autres par le mariage avec une femme blanche. D'ailleurs on sait que des femmes noires se blanchissent dans la perspective d'une réussite sociale. Et que les petites filles préfèrent massivement les poupées blanches.

Si on prend les plaintes, il n'y en a que 3300 en 2009, et seulement 610 condamnations.

Objet du chapitre du livre INSEE-INED : Racisme ordinaire et ses manifestations : activation de représentations négatives, de préjugés, de stéréotypes, d'idéologies et de code sociaux.

L'enquête pose des questions sur les discriminations, puis sur le racisme, intentionnel ou non « Au cours de votre vie avez-vous été la cible d'insultes, de propos ou d'attitudes ouvertement racistes en France ? » ; « où cela s'est-il produit la dernière fois ? » ; Sinon « Pensez-vous que vous pourriez être victime du racisme en France ? ».

L'enquête repère les groupes « minoritaires » à partir de la nationalité à la naissance des parents, et de la référence à une religion minoritaire.

Les enfants d'immigrés sont en général nettement plus nombreux que les immigrés à déclarer avoir fait l'expérience du racisme.

Prévalence du racisme subi :

1-personnes originaires – ou dont les parents sont originaires - d'Afrique subsaharienne (53%) ou d'un DOM (51%) : il s'agit donc d'un racisme de couleur.

2- Asie du Sud-Est : 37% pour les parents, 54% pour les enfants.

3- Maghreb : 35-39% pour les parents, 50% pour les enfants.

4-Turquie : 26%, 40%.

5- Europe : 20% ; 29%.

Quelles que soient les origines les femmes déclarent nettement moins souvent une expérience raciste. Hypothèses : dont une expérience d'un racisme plus brutal chez les hommes ; dont le cumul de positions subalternes par les femmes conduisant à une sous-déclaration.

La surexposition du premier groupe est confirmée par une analyse TCEPA (âge, sexe et durée de séjour contrôlés). Immédiatement suivi par le second. De même la sous-exposition des femmes..

Le fait de vivre en couple avec une personne de la population majoritaire se traduit par un surcroit de racisme – pour les immigrés comme pour leurs enfants : hantise du métissage, alors que vivre en couple mixte est souvent conçu comme indicateur d'intégration.

Les personnes plus qualifiées – cadres- et plus diplômées subissent encore plus le racisme, soit par effet de déclaration – ils sont mieux armés pour repérer et qualifier les actes et paroles racistes – soit parce qu'elles y sont plus sensibles car plus attachées au principe d'égalité et/ou fréquentant davantage des milieux mixtes.

L'idée commune selon laquelle les attitudes racistes seraient une réaction négative face au défaut d'intégration de minorités est battue en brèche.

Plus l'expérience du racisme est fréquente dans un groupe, plus elle est transversale à plusieurs lieux.

1-Espace public et école ;

2-Travail ;

3-Commissariats ;

L'université, espace relativement préservé, rarement cité.

Au travail : espace important car supposé être régulé institutionnellement, et peut déboucher sur harcèlement moral – on est amené à fréquenter régulièrement des collègues de travail, pas un guichetier... - une dégradation des conditions de travail ; voire démissions.

Là encore la hiérarchie est nette : Afrique subsaharienne (un sur dix au cours de l'année écoulé , immigrés comme enfants), puis Maghreb (un sur 20 immigrés comme enfants)

S'il y a des discriminés, il y a des personnes relativement privilégiées, donc des inégalités structurelles, et pas seulement des représentations et des discours racistes.

Depuis 2000 la législation sur les discriminations s'est étoffée sous l'influence de l'UE, pas celle sur le racisme, même s'il y a des dispositifs de surveillance (CNCDH)

Attention si racisme des minoritaires envers les majoritaires existe, il n'impacte pas leur insertion – ne font pas état de discriminations.

### 3-Comment interpréter la reproduction/évolution du racisme et des discriminations

Ce n'est pas une spécificité française. Cf. Balibar et Wallerstein (1988). Part du constat de la progression du racisme dans le monde depuis les années 1980, paradoxale 50 ans après la défaite du nazisme, 30 ans après la décolonisation et la fin de la ségrégation raciale aux USA.

Dont la spécificité du racisme dans la conjoncture des années 1980/2020, soit celle d'une crise qui dure exceptionnellement longtemps, et qui n'est donc pas une crise classique :

-Il cible immigrés et descendants issus des migrations postcoloniales, essentiellement maghrébines et africaines – donc « post coloniales » - , sans distinguer les descendants de la seconde ou troisième génération, donc de nationalité française mais déclarés « français de papier », dont la légitimité de la présence sur le sol français est remise en question. Cet enfermement stigmatisant de longue durée<sup>3</sup> est une première historique si l'on compare aux vagues migratoires antérieures, issues d'Europe au 19 et première moitié du 20<sup>ème</sup> ;

-la médiation islamophobe y joue un rôle important comme discours légitimant l'impossible intégration , notamment depuis les attentats d'Al Kaida en 2001.

-C'est donc à la rencontre d'une histoire longue – les séquelles de la colonisation –et d'une conjoncture historique précise – les déstabilisations multidimensionnelles d'une société capitaliste en crise, dont le recul des institutions intégratrices – que se situe la spécificité et la dangerosité du racisme actuel. Que cette situation soit exploitée, instrumentée et activée par des forces politiques fascistes n'est pas une surprise. L'islamophobie, comme « racisme conspiratoire » est aujourd'hui la forme dominante de ce racisme politique. La version réactionnaire de cette réalité c'est l'inassimilabilité, l'altérité culturelle-religieuse.

Cette situation de blocage est en fait plus complexe : le processus d'intégration existe parallèlement : scolarisation, mariages mixtes

Globalement, 55 % des descendants d'immigrés (ou immigrés arrivés avant 6 ans) qui sont aujourd'hui bacheliers. Ce qui place les deuxième génération, filles et garçons confondus, à 7 points des adolescents du groupe majoritaire, pour l'obtention de ce diplôme tellement symbolique. D'autres preuves du parcours d'intégration peuvent se lire ailleurs, comme dans les mariages mixtes qui concernent 67 % des fils de migrants et 62 % des filles, ou encore dans la descendance des deuxième génération, équivalente à celle des femmes de la population majoritaire à 40 ans.

l'intégration économique des deuxième génération ne suit pas leur insertion sociale ; l'« asymétrie » se situe là. D'abord, un diplôme n'a pas le même rendement pour un enfant de migrant et pour un Français de lignée.

---

<sup>3</sup> Combien de temps faudra-t-il pour que l'on ne nous désigne plus comme « issus des immigrations » peuvent à juste titre protester les personnes concernées...

Idee d'intégration asymétrique : positive culturellement, problématique soci-économiquement.

Finalement, peut-on lister les causes de la reproduction/transformation du des racisme(s) dans un pays comme le nôtre depuis 20 ou 30 ans au moins ? J'en vois au moins cinq.

1-Des racines historiques très lointaines (antisémitisme), plus lointaines (esclavage) et plus proches (colonisation, expositions coloniales avec zoos humains jusqu'en 1931 en France, guerre d'Algérie) ; existence à l'état latent et inconscient, même dans les phases où « cela va bien ».

2- A propos desquelles le travail de mémoire est très inachevé. Exemples : reconnaissance très tardive par Chirac de la responsabilité de l'Etat français dans la rafle du Vel d'Hiv ; de l'esclavage comme crime contre l'humanité (loi Taubira 2001) , et depuis 2006, le 10 mai est la "journée nationale de commémoration des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leur abolition"; très peu de films et de livres sur la Guerre « sans nom » ; pas de musée de l'esclavage, ni de musée de la colonisation sur 12000. Cf. aussi la place de ces phénomènes dans les livres d'histoire

3- Ce qu'on appelle la crise, qui n'est pas seulement économique, mais sociale, politique, de sens. Les promesses de la République n'étant pas tenues, la voie est libre pour la réactivation des phénomènes de boucs émissaires des difficultés, de la désignation d'ennemis de l'intérieur et de l'extérieur comme mécanismes défensifs d'une identité nationale fantasmée.

4-Les victimes du racisme et des discriminations peuvent développer des réactions défensives de type communautaire qui alimentent à leur tour la grille de lecture racisante.

5-Dont l'instrumentation politique du racisme et de la xénophobie par des idéologues et des formations politiques d'extrême droite et de droite.

6-Plus fondamentalement sans doute : la construction d'un « mythe national » (Suzanne Citron), entretenu très activement par tous les dispositifs de sur-valorisation de l'appartenance nationale au détriment des autres, dont le moindre n'est pas celui de l'idéologie de la compétition économique internationale. Chaque pays met en priorité les intérêts de son peuple et de sa nation, les intérêts communs de l'humanité – climat, vaccins contre le COVID - passent au second plan.

## Conclusion : de l'expérience des discriminations aux luttes anti-racistes

Insuffisance de la dénonciation purement morale : peu de gens se disent racistes – quoi que c'est encore beaucoup trop – mais beaucoup sans de dire racistes reproduisent plus ou moins inconsciemment des comportements discriminatoires.

Le fait que l'expérience des discriminations a concerné de plus en plus de personnes françaises, et non plus seulement immigrées, a favorisé leur contestation, comme le montrent les mobilisations antiracistes de la part des jeunes « racisés » des quartiers (de la « marche pour l'égalité des droits », en 1983, au comité « Vérité et Justice pour Adama », né dans le sillage de la mort de ce jeune lors d'un contrôle policier)

Quelles sont les modalités de résistances au vécu du racisme et des discriminations ?

- Testing, objectivation, démonstration
- Stratégies d'invisibilisation de leur identité, en particulier les femmes musulmanes, ou par un travail supplémentaire pour s'intégrer.
- Des formes de repli sur le quartier pour éviter les stigmatisations.
- Humour, ne pas relever.
- Habillement, modes d'expression sur les murs.
- Replis identitaires et religieux, loin d'être majoritaires.
- Engagement dans des collectifs, pour les plus diplômé.e.s
- Qui produit des effets dans les parcours, comme des reprises d'étude.

Une lutte titanesque à mener contre les forces politiques qui sont explicitement ou implicitement racistes et xénophobes – à mon sens projet contre projet, celui de l'égalité concrète et de l'universalisme concret, contre les fantasmes de l'identité nationale et d'un universalisme abstrait - et sur le terrain, avec l'enjeu des convergences – cf. l'expérience des Gilets Jaunes. Le ressentiment et la désespérance sont le terreau du racisme, elles font partie des passions tristes (Spinoza)<sup>4</sup>, auxquelles il faut opposer une reconstruction d'une espérance de progrès, une passion joyeuses

---

<sup>4</sup> Le mot de tristesse (*tristitia*, qu'il oppose à « joie », *laetitia*) est associé par Spinoza à de nombreux affects. C'est le cas de la crainte, du désespoir, du sentiment d'impuissance (« humilité »), le sentiment d'infériorité (« abjection »), la haine, la honte, le repentir et même la pitié... Spinoza définit la tristesse comme « une passion par laquelle l'âme pousse à une moindre perfection ».